

# L'INTÉGRATION BARBARE

REMISE EN CAUSE DU PARTENARIAT NORD-AMÉRICAIN POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ

## **Le Conseil nord-américain de la compétitivité**

*Les mêmes gens qui dirigent le PSP derrière des portes closes*

Le Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC) est un groupe de travail trinational officiel du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP). Mais il est beaucoup plus que ça. Créé au deuxième sommet annuel du PSP à Cancun, Mexique, en mars 2006, le CNAC est composé de 30 PDG de quelques-unes des plus grandes entreprises de l'Amérique du Nord. Sa tâche? Établir les priorités du PSP et veiller à ce que l'intégration continentale se poursuive au travers des changements de gouvernement. Il n'y a pas d'autres groupes, pas plus la société civile que les syndicats, les organismes de justice sociale ou nos politiciens élus, qui profite d'un accès aussi exclusif aux leaders de l'Amérique du Nord ou qui joue un rôle clé comme le CNAC dans l'élaboration de la politique continentale. Son existence prouve à quel point le PSP penche en faveur des intérêts des entreprises.

## **Conçu en privé**

Le CNAC a été présenté officiellement dans une conférence de presse conjointe le 15 juin 2006, mais le terrain avait été préparé dans un dialogue discret, qui n'est toutefois pas passé inaperçu, qu'avaient tenu le secteur public et le secteur privé concernant le PSP, à Louisville, Kentucky les 10 et 11 janvier 2006. Les participants à cette réunion, notamment des membres du Conseil privé pour le Canada, de la présidence mexicaine et du département de la Sécurité intérieure des États-Unis, ont discuté de « marier les questions de politiques avec les priorités commerciales » [traduction]. Les dirigeants d'entreprise comme ExxonMobil, DaimlerChrysler, Ford, Tyco et FedEx ont également dit que les gouvernements du Canada, du Mexique et des États Unis doivent « habilitier » le secteur privé « à participer sérieusement et de façon pragmatique aux dossiers du commerce et de la sécurité sans égard indu aux sensibilités politiques » [traduction]. À peine deux mois plus tard, nos leaders ont fait exactement ce qui leur avait été demandé en créant un Conseil nord-américain de la compétitivité entièrement formé de PDG pour orchestrer le Partenariat sur la sécurité et la prospérité.

## **La bande habituelle**

Le 13 juin 2006, le premier ministre Harper annonçait finalement la composition des membres canadiens du CNAC. Les 10 PDG font partie du Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE), qui a créé en 2003 une « Initiative sur la sécurité et la prospérité » qui constitue la base du PSP. Selon le communiqué de presse de Stephen Harper, le CNAC « a pour mandat de formuler aux gouvernements des recommandations sur les grands dossiers, notamment la facilitation du passage à la frontière et les règlements connexes, de même que la compétitivité de secteurs clés comme l'automobile, les transports, la fabrication et les services. » Les membres des États-Unis représentaient notamment le géant pharmaceutique Merck, le fabricant d'armes Lockheed Martin, General Motors, Chevron et Wal-Mart. Ces entreprises se réunissent sous l'égide de la Chambre de commerce des États-Unis et du Council of the Americas, deux puissants groupes de pression des entreprises.

## **Levée de rideau sur les rencontres privées**

Si les membres du CNAC ont tenu des rencontres d'envergure nationale au cours de l'été 2006, ils ne se sont pas tous réunis à nouveau avant le 15 août à Washington, D.C. Les leaders d'entreprise des États Unis étaient mieux préparés que ceux du Mexique et du Canada, ayant déjà établi leurs principales priorités pour le PSP : la coopération en matière de normes et de

règlements, la sécurité frontalière et l'infrastructure, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, l'intégration énergétique, l'innovation et une politique commerciale internationale commune. Mais les PDG des États-Unis, du Mexique et du Canada se sont éventuellement entendus sur trois grandes priorités : la facilitation du passage à la frontière par les Canadiens, la convergence des règlements par les Américains et l'intégration énergétique par les Mexicains. La répartition et l'évolution de ces responsabilités ont fait l'objet d'un rapport aux ministres du PSP en février 2007.

#### **« Dites-nous ce que nous devons faire »**

Les médias ont très peu parlé du CNAC, de son mandat ou de ses rencontres jusqu'à la parution d'un article intitulé « Meet NAFTA 2.0 » dans le magazine Maclean's du 13 septembre. Luiza Savage y décrit le CNAC comme « un groupe de cadres triés sur le volet et embarqués en douce vers Cancun en mars par les leaders du Canada, des États-Unis et du Mexique, et à qui on a demandé de concocter un plan pour pousser l'intégration de l'Amérique du Nord plus loin que l'ALENA. » [traduction] Ron Covais, représentant de Lockheed Martin au CNAC, a déclaré à Luiza Savage : « Les ministres nous ont dit : 'dites-nous ce que nous devons faire et nous allons nous en occuper,' » [traduction] et qu'au lieu d'utiliser le processus législatif des pays, la mise en œuvre du PSP doit se faire par l'entremise de changements par étapes exécutés par les organismes de direction, les fonctionnaires et les responsables de la réglementation. « Nous avons décidé de ne rien recommander qui exigerait des changements législatifs, a déclaré Ron Covais à Luiza Savage, parce que nous n'irons nulle part. » [traduction] Qu'y avait-il donc de si effarant pour le public dans ce qu'ils ont recommandé?

#### **L'harmonisation de la réglementation et le pétrole du Mexique**

Le CNAC s'est affairé au cours de l'automne et de l'hiver qui ont suivi à élaborer plus de 50 recommandations pour le Partenariat nord-américain sur la sécurité et la prospérité, qu'il a présentées à une soi-disant rencontre des ministres du PSP à Ottawa, Ontario le 23 février 2007. Il a suggéré notamment d'inclure un cadre de coopération en matière de réglementation de l'Amérique du Nord, conçu pour harmoniser l'élaboration des politiques qui influencent l'économie du continent, et la privatisation de l'industrie du gaz et du pétrole du Mexique. « Les représentants du CNAC étaient évidemment impatients de bien faire comprendre aux ministres que ce rapport n'était pour le CNAC que le premier d'une série de documents de recommandations à court et à long terme, » [traduction] indique le compte rendu de la rencontre obtenu grâce à une demande présentée en vertu de la loi sur l'accès à l'information. « Il semble clair que le CNAC veut qu'on s'engage sans tarder à faire bouger les choses rapidement. » [traduction] Il semble clair aussi à la lumière de ce compte rendu que le CNAC en mène très large avec le PSP.

#### **Institutionnalisation du PSP**

L'idée de créer des institutions nord-américaines rigides pour concrétiser le PSP a été avancée dans le dialogue de janvier 2006 du secteur public et du secteur privé sur le PSP. Si la présente démarche de haut en bas courante offre une « flexibilité maximale aux décideurs » [traduction], on était « pratiquement unanime quant à l'importance de disposer de mécanismes de suivi des éléments particuliers du programme au niveau administratif et d'assurer la continuité de l'ensemble du processus du PSP au niveau politique. » [traduction] Le CNAC a été choisi comme mécanisme pour assurer cette continuité et, conformément au compte rendu de la rencontre de février 2007 du PSP, cette décision a porté fruit. « Depuis deux ans que le CNAC existe, les fonctionnaires ont acquis suffisamment d'expérience maintenant pour entreprendre un solide examen de la structure, des fonctions et de la direction du PSP, et d'envisager la place de l'initiative dans le contexte élargi des institutions de l'Amérique du Nord. » [traduction]

#### **Démantèlement du CNAC**

Le Conseil des Canadiens réclame que le CNAC soit démantelé et que le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité fasse l'objet d'un débat exhaustif au Parlement du Canada. Sans ce degré minimal de participation publique, le PSP est un processus illégitime et antidémocratique

## **Membres du CNAC**

### **Canada:**

- Dominic D'Alessandro, Manulife Financial
- Paul Desmarais, Jr., Power Corporation of Canada
- David Ganong, Ganong Bros. Limited
- Richard George, Suncor Energy Inc.
- Hunter Harrison, CN
- Linda Hasenfratz, Linamar Corporation (NACC chairperson)
- Michael Sabia, Bell Canada Enterprises
- Jim Shepherd, Canfor Corporation
- Annette Verschuren, The Home Depot
- Rick Waugh, Scotiabank

### **Etas-Unis:**

- Lou Schorsch, Mittal
- Joseph Gilmour, New York Life
- William Clay Ford, Ford
- Rick Wagoner, General Motors
- Raymond Gilmartin, Merck
- David J. O'Reilly, Chevron
- Jeffrey R. Immelt, General Electric
- H. Lee Scott, WalMart
- Robert Stevens, Lockheed Martin
- Michael Haverty, Kansas City Southern
- Douglas R. Conant, Campbell's Soup
- James M. Kilts, Gillette
- Herman Cain, Whirlpool
- 

### **Mexique:**

- José Luís Barraza, Consejo Coordinador Empresarial (CCE) et chef, Grupo Impulso, Realiza & Asociados, Inmobiliaria Realiza et Optima
- Gastón Azcárraga, Consejo Mexicano de Hombres de Negocios (CMHN) et chef, Mexicana de Aviación et Grupo Posadas
- León Halkin, Confederación de Cámaras Industriales (CONCAMIN)
- Valentín Díez, Consejo Mexicano de Comercio Exterior (COMCE)
- Jaime Yesaki, Consejo Nacional Agropecuario (CNA)
- Claudio X. González, Centro de Estudios Económicos del Sector Privado (CEESP) et chef, KimberlyClark du Mexique
- Guillermo Vogel, TAMSA (Tubos de Acero de México)
- César de Anda Molina, Avicar de Occidente
- Tomás González Sada, Grupo CYDSA
- Alfredo Moisés Ceja, Finca Montegrande